



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
13 juillet 2006
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2006

11-15 septembre 2006, New York

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme de pays
pour la Croatie (2007-2011)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	1-4	2
II. Résultats de la coopération passée et enseignements tirés	5-7	3
III. Programme proposé.	8-21	4
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	22-23	9
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la Croatie (2007-2011)		10



I. Analyse de la situation

1. Depuis le milieu des années 90, la Croatie se distingue par sa croissance économique solide et son taux d'inflation modeste : le taux de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) se situe en moyenne à 4,2 % par an et le taux d'inflation est très inférieur à 10 %. Le PIB par habitant se rapproche de la moyenne de la zone euro, l'écart se réduisant d'environ un point de pourcentage par an. Compte tenu de cette croissance ainsi que des progrès réalisés dans d'autres domaines, le Conseil de l'Union européenne a accordé à la Croatie le statut de candidat à l'Union et les négociations en vue de l'adhésion du pays ont commencé le 3 octobre 2005. Ces négociations ont été de pair avec une détérioration progressive de la situation macroéconomique. Depuis le milieu des années 90, les dépenses intérieures devancent l'épargne – entraînant ainsi des déficits chroniques des comptes courants qui ont atteint 6,3 % en 2005. La tendance à la hausse du ratio dette extérieure-PIB est également inquiétante. Actuellement très élevé, ce ratio est passé de 62 % à 85 % entre 2002 et 2006; il est donc plus de deux fois supérieur à celui d'autres pays émergents. Pour cette raison, et du fait également des fortes subventions accordées par l'État à l'agriculture et aux entreprises publiques, d'importantes réformes socioéconomiques et programmes de relance n'ont pu être menés à bien.

2. Le taux de chômage officiel est tombé à moins de 13 % en 2005; toutefois 49 % seulement de la main-d'œuvre est réellement employée ou à la recherche d'un emploi et le nombre de chômeurs de longue durée reste excessivement élevé, surtout chez les jeunes. En 2004, près d'un Croate sur cinq vivait dans la pauvreté. Près de la moitié des foyers monoparentaux et un tiers des personnes âgées et des chômeurs connaissent la pauvreté et l'exclusion sociale. Les écarts de développement entre les régions restent considérables malgré la robustesse de la croissance économique. Les régions préoccupant tout particulièrement l'État, fortement endommagées durant la guerre qui a duré de 1991 à 1995, sont les régions les moins développées. De nombreuses localités dans ces régions sont isolées et n'offrent qu'un accès limité à l'éducation et aux services sociaux, aux débouchés et à des infrastructures communautaires de base.

3. L'Union européenne considère que les problèmes liés à l'environnement sont les plus complexes et les plus difficiles à résoudre en termes de moyens, de volume d'investissements nécessaires et d'harmonisation de la législation. Selon les estimations de la Banque mondiale et de l'Union européenne, la Croatie aura besoin de 10 milliards d'euros supplémentaires au cours des 20 années à venir pour aligner ses normes relatives à la protection de l'environnement sur celles de l'Union européenne.

4. En 2005, la Croatie a été classée cent dix-huitième d'après l'indicateur de compétitivité des entreprises de la Banque mondiale, ce qui s'explique par un climat contraignant pour les affaires, une législation du travail encore rigide, un secteur économique non structuré très important qui, selon les estimations, représente plus de 33 % de l'économie nationale et peu d'investissements étrangers directs entièrement nouveaux. Bien que le processus d'examen de la situation de la Croatie par l'Union européenne et les négociations progressent, il est à craindre que le pays ne renonce à des réformes plus radicales en raison de la durée de ce processus et des élections nationales prévues pour 2007. Ces dernières années, on a vu apparaître deux pays : le premier est relativement prospère, dynamique et eurocentrique; le deuxième est la patrie de citoyens pauvres et marginalisés sur le plan social, où le

PIB par habitant est de 3 à 6 fois inférieur et où des écarts considérables existent entre les sexes.

II. Résultats de la coopération passée et enseignements tirés

5. Le programme de pays précédent a porté essentiellement sur trois domaines thématiques : a) la sensibilisation en vue de faciliter le développement humain et d'améliorer la sécurité; b) le renforcement des capacités pour assurer une bonne gestion des affaires publiques; et c) la gestion de l'environnement. Les activités entreprises dans le cadre du programme ont porté en grande partie sur la revitalisation de l'économie dans les régions qui préoccupent tout particulièrement l'État et c'est le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets qui s'est chargé de l'assurer.

6. Les activités financées par le PNUD ont été à l'origine de plusieurs réformes importantes : de nouvelles politiques et de nouveaux instruments de développement régional ont été mis au point; il a été procédé à une institutionnalisation des mécanismes de garantie pour le financement des petites et moyennes entreprises; et l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de lutte contre le sida pour la période allant de 2006 à 2010 a été facilitée. Les initiatives de bonne gouvernance ont fait une large place à l'intégration des objectifs du Millénaire pour le développement dans les activités nationales de planification. C'est ainsi qu'un plan d'action pour la réalisation de ces objectifs assorti d'une analyse des coûts a été élaboré et que le premier rapport d'étape sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le pays a été établi. En collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres partenaires, le PNUD a lancé en 2005 un programme de préservation de la diversité biologique des régions côtières de la Croatie et a œuvré en faveur de mesures d'utilisation rationnelle de l'énergie contribuant à la réduction des gaz à effet de serre ainsi qu'en faveur de partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Des initiatives visant à renforcer les capacités ont été menées avec le Ministère du travail et de la protection sociale. Pour leur part, l'Association nationale des villes et municipalités, l'agence croate pour les petites et moyennes entreprises, la Fondation nationale pour le développement de la société civile, et quatre administrations locales ont également apporté leur contribution aux activités de sensibilisation. Le PNUD a également mis en avant le concept de responsabilité sociale des entreprises dans le but de forger de nouveaux partenariats pour le développement.

7. Plusieurs enseignements ont été tirés du programme précédent : a) l'appui apporté à l'élaboration des plans de développement régional aurait dû être mieux étayé et servir de modèle pour la décentralisation de la planification et l'allocation des ressources; b) l'établissement des priorités et le suivi et l'évaluation de l'appui apporté par le PNUD n'ont pas suffi à établir les avantages comparatifs que le programme possède par rapport au Gouvernement et aux donateurs, si bien que les effets du programme ont été limités; c) le programme a été quelque peu décevant au niveau de la nature stratégique des initiatives, de la complémentarité et de l'attention prioritaire à accorder aux projets; d) la mobilisation des ressources ailleurs qu'au sein de la Communauté européenne a été moins efficace qu'on ne le souhaitait. Le nouveau programme a fait fond sur les enseignements et a été conçu de manière à mettre davantage en évidence les caractéristiques du PNUD en tant

qu'un organisme de développement offrant des conseils techniques sur des questions précises ayant trait aux projets.

III. Programme proposé

8. Le programme de pays sera mis à exécution de 2007 à 2011, ce qui correspond à la période d'application du cadre stratégique national de développement (2006-2013), qui est actuellement en cours d'achèvement, les consultations devant bientôt prendre fin. Il ressort des consultations engagées avec de hauts fonctionnaires gouvernementaux et au sein de la communauté des donateurs que les résultats escomptés du programme de pays contribueront de manière cruciale au nouveau cadre stratégique national de développement et aux objectifs du Millénaire pour le développement du pays. Les activités financées par le PNUD concordent aussi tout à fait avec les priorités de la stratégie d'adhésion à l'Union européenne, les initiatives engagées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (descriptif de programme de pays de l'UNICEF pour la période 2007-2011), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation mondiale de la santé ainsi que la Stratégie d'aide-pays de la Banque mondiale. Ce programme a été mis au point sur une période de six mois dans le cadre d'un processus consultatif auquel ont participé tous les ministères d'exécution compétents, l'Office central d'État pour la stratégie de développement, les autorités locales, les partenaires de la société civile et des organismes des Nations Unies. Il n'existe pas pour la Croatie de Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement mais il a été fait appel au même mécanisme et à la même méthode de consultation pour établir le descriptif de programme de pays.

9. Les résultats attendus du programme de pays tiennent compte de cinq objectifs stratégiques de développement national ainsi que de l'élan qui porte de plus en plus la Croatie à jouer un nouveau rôle de donateur. Ils concernent notamment a) la lutte contre l'exclusion sociale et l'harmonisation des politiques sociales avec les normes européennes et les conventions des Nations Unies qui ont été ratifiées ainsi que les autres conventions et conférences internationales; b) le développement régional, l'accent étant mis sur le redressement socioéconomique dans les régions qui préoccupent tout particulièrement l'État et dans les zones sous-développées; c) la promotion de la préservation de la diversité biologique et d'une utilisation rationnelle de l'énergie; d) les mesures visant à accroître la compétitivité des entreprises; et e) la justice transitionnelle et la sécurité humaine.

10. Le PNUD fournira un appui stratégique au principal organe de coordination du développement, l'Office central d'État pour la stratégie de développement, et facilitera l'intégration des objectifs du Millénaire pour le développement dans les plans de développement national et les stratégies sectorielles.

A. L'inclusion sociale

11. Le programme débouchera sur la mise en place de politiques sociales stratégiques axées sur les groupes sociaux vulnérables, favorisant une plus grande intégration et privilégiant une démarche axée sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes. Le système actuel de protection sociale est généralement perçu comme étant trop coûteux et inefficace. Le programme permettra une approche participative de la prise de décisions et offrira des outils analytiques qui serviront à formuler des

politiques sociales dans le cadre de la réforme du secteur social. On veillera à ce que ce programme réponde aux besoins des personnes particulièrement vulnérables et des groupes sociaux menacés d'exclusion. Le résultat du programme de pays contribuera à la réalisation du premier objectif du Millénaire pour le développement qui, pour la Croatie, est la réduction de la pauvreté relative, et facilitera les efforts déployés par le Gouvernement afin de satisfaire aux principales conditions de l'adhésion à l'Union européenne, en particulier, la rédaction du Mémoire conjoint sur l'intégration et les mesures et réformes issues du processus d'examen de la situation du pays et de négociation en vue de son adhésion.

12. Le programme se compose de quatre volets stratégiques et prévoit notamment : a) la fourniture de données ventilées par sexe et par groupe d'âge au niveau sous-national, en même temps qu'une analyse détaillée de l'exclusion sociale et de la qualité de la vie en Croatie; b) l'amélioration de la transparence du processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et la définition des éléments que doit privilégier le programme de réformes sociales ainsi qu'un appui ciblé à apporter au Ministère de la santé et des services sociaux; c) la sensibilisation et la promotion du dialogue national sur l'ampleur et les conséquences de l'exclusion sociale; et d) un appui aux initiatives communautaires qui s'adressent aux groupes sociaux isolés et les plus vulnérables, y compris environ 35 000 Roms, les jeunes chômeurs de longue durée, les réfugiés, les personnes appartenant à des minorités et quelque 40 000 personnes handicapées ou touchées par le VIH/sida, dont un grand nombre vivent en institution. La pauvreté des enfants et les enfants handicapés feront l'objet d'une action commune de la part du PNUD et de l'UNICEF. Parmi les données exhaustives qui seront recueillies figureront des données ventilées par sexe au niveau local. Bien que la Croatie occupe la place enviable de quatorzième sur la scène internationale du point de vue de la participation des femmes à la vie politique, aux affaires et à la gestion des affaires publiques, certaines questions concernant la représentation des femmes, la lutte contre la violence au sein de la famille et la participation économique des femmes attendent toujours d'être réglées. Le programme permettra également au groupe thématique des Nations Unies de poursuivre ses activités tendant à élaborer et diffuser des directives judicieuses concernant le VIH/sida. Les moyens de l'entité croate chargée de lutter contre le sida seront renforcés et le système national de suivi et d'évaluation sera élargi.

13. Le Ministère de la santé et des services sociaux est le principal partenaire d'exécution et il veillera à ce que les enseignements tirés du programme que finance le PNUD soient pris en compte lors de l'élaboration de la politique nationale et sectorielle. Au nombre des autres grands partenaires figureront le Bureau central de statistiques, le Ministère de la famille, des anciens combattants et de la solidarité entre les générations et le Ministère de l'économie, du travail et des entreprises. Les interventions prévues dans le cadre du programme seront coordonnées avec le HCR, l'UNICEF, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, la Banque mondiale, l'Open Society Institute (pour les questions de santé mentale) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le programme permettra au programme de développement local de disposer de données et d'analyses et offrira en particulier un appui aux rapatriés et aux minorités et contribuera au développement socioéconomique des zones touchées par la guerre et sous-développées. Des liens seront également établis avec le programme concernant la compétitivité des entreprises afin de promouvoir une politique ayant trait au VIH/sida sur le lieu de travail dans le cadre des efforts visant à responsabiliser les entreprises sur le plan social.

B. Développement local

14. Tandis que le processus d'intégration européenne se poursuit, la croissance économique globale ne profite pas nécessairement aux pauvres et aux personnes marginalisées, en particulier ceux qui vivent dans des communautés touchées par la guerre ou isolées. Au niveau central, les efforts étant désormais essentiellement axés sur l'adhésion à l'Union européenne, les impératifs législatifs et les conditions à satisfaire en matière de réforme, les régions qui préoccupent tout particulièrement l'État risquent de continuer à accumuler du retard. Ce risque a été souligné dans les rapports intérimaires annuels de l'Union européenne pour 2004 et 2005. Le PNUD aura un rôle capital à jouer pour aider à combler ce retard, en orientant en priorité son action sur l'aide au développement économique et à l'investissement, le soutien aux groupes vulnérables, le renforcement des capacités de gestion et d'absorption des autorités locales et l'amélioration des moyens de subsistance des communautés. Les résultats du programme contribueront à la réalisation du premier objectif national du Millénaire pour le développement, à savoir la réduction de la pauvreté relative. Le programme visera à créer des conditions favorables au redressement socioéconomique dans les régions qui préoccupent tout particulièrement l'État et dans d'autres communautés sous-développées, notamment les communautés insulaires. Il sera mis en œuvre dans des municipalités sélectionnées des trois zones géographiques suivantes, qui font partie des régions préoccupant tout particulièrement l'État : a) la région de la Banija et du Kordun; b) le comté de Vukovar-Srijem, dans la région du Danube; c) la Lika et la région intérieure de la Dalmatie. Ultérieurement, la mise en œuvre sera étendue à des communautés insulaires de l'Adriatique.

15. Dans chaque région, les interventions stratégiques porteront notamment sur : a) le renforcement des capacités des autorités des municipalités et des comtés, en particulier en matière de gestion des cycles de projet et de gestion financière, de capacité d'absorption et de prestation décentralisée de services aux citoyens; b) la remise en état de certaines infrastructures communautaires de base, en particulier les infrastructures indispensables au fonctionnement des petites communautés et des petites entreprises et des marchés locaux isolés; c) l'amélioration de la prestation de services sociaux, l'accent étant mis sur les services fournis aux personnes âgées, aux mères célibataires, aux rapatriés et autres groupes marginalisés; et d) le soutien au renforcement de la création d'entreprises et de l'investissement, principalement dans les domaines de l'agriculture, des produits et du tourisme ruraux et de la fabrication artisanale. Les questions liées à l'égalité des sexes sont prises en considération dans la planification du programme, en particulier la planification des priorités économiques et de celles qui ont trait à la gouvernance (au niveau de la représentation locale). Par ailleurs, les programmes sont conformes aux plans d'opérations régionaux et s'appuieront dans la mesure du possible sur les mécanismes existants.

16. Le partenaire de réalisation est le Ministère de la mer, du tourisme, des transports et du développement. Un rôle primordial sera joué en matière de coordination par le Bureau central national pour la stratégie de développement. Dans les régions qui préoccupent tout particulièrement l'État, les partenaires seront des autorités locales sélectionnées (comtés, villes et municipalités). D'autres partenariats seront établis au niveau local avec des organisations non gouvernementales locales et nationales, des entreprises et des chambres de commerce locales, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

(OSCE) et le HCR. Les activités menées dans le cadre du programme seront coordonnées avec celles du programme pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises en vue d'accélérer la création d'entreprises et de partenariats entre le secteur public et le secteur privé, et avec celles du programme de promotion de l'intégration sociale, de manière à faciliter le repérage et le ciblage des groupes vulnérables.

C. Gouvernance environnementale

17. L'objectif du programme de gouvernance environnementale est de faire en sorte que les ressources naturelles soient exploitées de façon durable et dans le respect des obligations internationales de la Croatie et des accords internationaux auxquels elle est partie. Les conditions de l'adhésion à l'Union européenne sont actuellement détaillées dans le cadre du processus d'examen et de négociation, qui définira les orientations stratégiques et fixera les échéances. Le programme apportera un certain nombre de contributions stratégiques à la réalisation du septième objectif national du Millénaire pour le développement, relatif au développement durable. Deux des volets du programme ont trait au changement climatique et à la diversité biologique. Le volet relatif au changement climatique vise une réduction des obstacles institutionnels à l'utilisation de techniques et de pratiques à haut rendement énergétique dans le secteur résidentiel et celui des services. Les interventions bénéficiant de l'assistance du PNUD contribueront aux efforts que déploie la Croatie pour atteindre les objectifs définis dans le Protocole de Kyoto (qui devrait être ratifié en 2006) en matière de réduction des gaz à effet de serre. Le second volet, relatif à la biodiversité, vise à appuyer les mesures et pratiques de conservation durable et l'application de principes écologiques dans les secteurs jouant un rôle déterminant dans le développement des régions côtières et insulaires de la Croatie. Dans quatre comtés de Dalmatie, le PNUD collaborera avec diverses parties des secteurs du tourisme, de l'agriculture et de la pêche dans le but de promouvoir un développement viable et intégré des zones côtières et d'encourager la prise en compte, dans les décisions concernant les investissements, du principe de protection de la diversité biologique et de critères de gestion durable de l'environnement. On veillera au respect de l'égalité des sexes en donnant des chances égales aux hommes et aux femmes et en apportant un soutien actif aux femmes chefs d'entreprise. On s'emploiera, en partenariat avec la Banque croate pour la reconstruction et le développement, à mobiliser les capacités de financement, par le secteur bancaire, de la gestion des risques écologiques.

18. Les partenaires de réalisation sont le Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction, le Ministère de l'économie, du travail et de la création d'entreprises et la Banque croate pour la reconstruction et le développement. Devraient figurer au nombre des donateurs le Fonds pour l'environnement mondial, les fonds régionaux de la Commission européenne pour l'environnement, des donateurs bilatéraux et le Gouvernement croate. Des liens seront établis avec le programme pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises en vue d'améliorer le rendement énergétique et de promouvoir la préservation de la diversité biologique, et avec le programme de développement local au niveau de la mise en œuvre concrète sur le terrain.

D. Compétitivité des entreprises

19. L'objectif de ce programme est de créer des conditions plus concurrentielles et sensiblement plus favorables à l'investissement et aux affaires et de faire en sorte que le secteur privé contribue de manière tangible au développement économique national et régional. L'instauration de conditions plus libérales et propres à accroître la compétitivité des entreprises fait partie des principaux critères d'adhésion sur lesquels portent les négociations entre la Croatie et l'Union européenne. Le PNUD s'associera à la Banque mondiale et à la Commission européenne pour promouvoir ces objectifs. Encourager la responsabilisation sociale des entreprises constitue un autre moyen encore d'atteindre l'objectif de la Stratégie de Lisbonne visant à rendre l'Union européenne et la Croatie très compétitives sur le marché mondial. Le PNUD soutiendra les efforts déployés pour relever ce défi en sensibilisant les entreprises croates à leur responsabilité sociale et en renforçant leurs capacités techniques d'adopter des pratiques socialement responsables et de promouvoir des mesures plus favorables aux affaires. Les initiatives appuyées par le PNUD devraient permettre d'intervenir sur cinq à sept des principaux problèmes recensés par le Conseil croate pour la compétitivité des entreprises. Le soutien aux femmes chefs d'entreprise est une priorité fondamentale de ce processus car l'expérience montre que les entreprises dirigées par des femmes sont en général mieux gérées. Le forum dans le cadre duquel seront examinées ces initiatives sera le relais local du Pacte mondial, qui doit être mis en place au quatrième trimestre 2006.

20. Le partenaire de réalisation est le Ministère de l'économie, du travail et de la création d'entreprises. Les autres partenaires sont notamment les autorités locales, certaines personnalités influentes du monde des affaires, l'Association des employeurs croates, la Chambre de commerce, les syndicats et le Conseil national pour la compétitivité. Devraient figurer au nombre des donateurs les Gouvernements norvégien, britannique et croate ainsi que des entreprises croates. Comme indiqué plus haut, des liens seront établis avec le programme de gouvernance environnementale, et avec le programme de développement local pour encourager l'établissement de partenariats entre le secteur public et le secteur privé ainsi que des investissements accrus dans la revitalisation socio-économique des régions sous-développées.

E. Justice transitionnelle et sécurité humaine

21. En coopération étroite avec les bureaux du PNUD situés dans la partie occidentale des Balkans et avec le Centre régional du PNUD à Bratislava, le bureau de pays du PNUD en Croatie participera activement à un certain nombre d'initiatives visant à promouvoir et renforcer la sécurité humaine et l'état de droit. La priorité sera donnée à trois initiatives interdépendantes : a) lutte contre la prolifération des armes légères, en conformité avec la méthodologie du Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères; b) justice transitionnelle; c) initiatives de lutte contre la corruption. Ces trois domaines d'action privilégiée occupent un rang élevé sur la liste des priorités de l'Union européenne et constituent des conditions préalables à l'accession. Des propositions concrètes sont actuellement élaborées dans ce domaine en collaboration avec les autorités judiciaires, mais elles sont encore à un stade trop précoce pour être intégrées au cadre de résultats et d'allocation des ressources.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

22. La coordination générale du programme de pays sera confiée au Bureau central national pour la stratégie de développement, qui relève directement du Cabinet du Premier Ministre. Aux niveaux national, sous-national et local, le programme sera exécuté par toute une gamme de partenaires, notamment des organismes nationaux, des autorités locales et centrales, des organisations de la société civile, des entreprises commerciales et des associations ainsi que par le PNUD lui-même. La prise en main du programme par le pays et l'augmentation des capacités locales d'absorption des fonds de préaccession et de postaccession dans le contexte du processus de décentralisation figurent au premier rang des priorités de l'Union européenne, de la communauté internationale, du Gouvernement et du PNUD. L'évaluation des réalisations est le principal outil permettant de mesurer les résultats obtenus en matière de développement.

23. Divers mécanismes spécifiques de gestion des programmes seront utilisés. D'ici à la fin de 2006, le bureau du PNUD en Croatie sera certifié comme appliquant le système de gestion des programmes et projets PRINCE 2, une certification internationale largement reconnue et pleinement conforme aux pratiques de gestion issues du processus de simplification et d'harmonisation des Nations Unies. Un Conseil national de suivi des résultats du programme sera établi en association avec l'organisme national de contrepartie, le Bureau central pour la stratégie de développement. Les interventions au niveau des projets bénéficieront de la supervision exercée par les conseils de projet et les mécanismes de contrôle de la qualité, auxquels participent des partenaires gouvernementaux, des représentants du monde des affaires et de la société civile et des donateurs. En coopération avec la Banque mondiale, la Commission européenne et d'autres grands donateurs multilatéraux et bilatéraux, le PNUD continuera à engager et à aider le Gouvernement croate à renforcer la coordination des donateurs et de l'aide, conformément aux principes de la Déclaration de Paris.

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la Croatie (2007-2011)

<p>Priorité/objectif national : 1) décentralisation de l'aide sociale et du système de protection sociale; 2) désinstitutionnalisation et transition de l'aide sociale et de la protection sociale d'un système public à un système mixte (source : « La Croatie au XXI^e siècle, 2001-2005 »)</p> <p>Application à l'échelon national de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement : éliminer la pauvreté relative (cible : réduire de moitié la proportion de la population vivant dans une pauvreté relative entre 2001 et 2015)</p> <p>Application à l'échelon national de l'objectif 6 du Millénaire pour le développement : maintenir le taux de prévalence du VIH/sida à son niveau actuel en Croatie</p>					
<i>Élément du programme objectifs du plan de financement pluriannuel (PFP)</i>	<i>Résultats du programme de pays et indicateurs de résultats, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources indicatives (milliers de dollars)</i>
<p>Intégration sociale</p> <p><i>Objectifs du PFP</i></p> <p>1. Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et réduction de la pauvreté;</p> <p>2. Promotion de la gouvernance démocratique;</p> <p>5. Lutte contre le VIH/sida</p>	<p>1. Le Mémoire conjoint sur l'intégration et les politiques sociales futures sont élaborés avec une large participation des parties prenantes, en ciblant les groupes vulnérables</p> <p><i>Indicateurs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Fondés sur le Mémoire conjoint sur l'intégration, utilisant des données fiables et représentatives, visant les groupes vulnérables – Pourcentage de bénéficiaires des services fournis à l'échelon communautaire (R : établi par des travaux de recherche de référence; C : niveau de référence +20 %) 	<p>1.1 Établissement de cartes de l'exclusion sociale sous leur forme définitive et formulation d'indicateurs clefs permettant de suivre l'application des politiques sociales</p> <p>1.2 Le Département de la protection sociale est mieux à même d'élaborer des politiques et des stratégies sociales répondant aux besoins de la population</p> <p>1.3 Plan d'action élaboré en vue de la désinstitutionnalisation des services offerts tant par les institutions d'État que les organismes non publics</p> <p>1.4 Appui aux groupes marginalisés assuré par le biais de services fournis à l'échelon communautaire</p> <p>1.5 Renforcement de la Commission nationale de lutte contre le sida et du Groupe thématique des Nations Unies</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Indicateurs et tableaux de données relatifs à l'exclusion sociale – Nombre de projets de documents directifs et stratégiques ayant trait au secteur social (R : 1; C : 3) – Nombre de consultations des parties prenantes (R : 2; C : 4) – Pourcentage de parties prenantes non étatiques ayant participé aux consultations (R : 20%; C : 50 %) – Projet de plan d'action – Nombre d'initiatives locales d'aide aux personnes marginalisées (R : établi par des travaux de recherche de référence; C : niveau de référence +10) – Application rapide et effective de la Stratégie et du Plan d'action nationaux de lutte contre le sida 	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère de la santé et de la protection sociale (lien avec la stratégie et la politique nationales/sectorielles) – Office national pour les minorités (contributions en nature, cofinancement) – Autorités locales (cofinancement) – ONG : Association de promotion de l'intégration (services techniques) – ONG : Association des Roms du comté de Sisak Moslavina (contributions en nature) 	<p>Ressources ordinaires :</p> <p>500</p> <p>Autres ressources :</p> <p>2 400</p>

Priorité/objectif national : 1) stratégie nationale de développement régional; 2) 9.8 programme de réforme de la fonction publique en République de Croatie, 2003-2007; 3) programme-cadre de décentralisation Application à l'échelon national de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement : éliminer la pauvreté relative (cible : réduire de moitié la proportion de la population vivant dans une pauvreté relative entre 2001 et 2015)					
<i>Élément du programme objectifs du plan de financement pluriannuel (PFP)</i>	<i>Résultats du programme de pays et indicateurs de résultats, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources indicatives (en milliers de dollars)</i>
Développement local <i>Objectifs du PFP :</i> 1. Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et réduction de la pauvreté; 2. Promotion de la gouvernance démocratique; 4. Prévention des crises et relèvement	2. Relèvement socioéconomique des zones préoccupant tout particulièrement l'État et des régions sous-développées de Croatie <i>Indicateurs</i> – Baisse de 10 % de la dépopulation dans les zones où le programme est appliqué – Baisse de 4 % du chômage dans les zones où le programme est appliqué	2.1 Dans les municipalités de trois zones préoccupant particulièrement l'État : • Amélioration des principales structures d'appui communautaires; • Remise à niveau de certaines infrastructures; • Prestation de services portant sur la création d'entreprises 2.2 Autorités locales mieux à même de planifier et d'appliquer des politiques de développement local et de fournir des services ciblés 2.3 Programmes de formation compétitifs et de grande qualité offerts par le Centre européen pour les partenariats intersectoriels	– Nombre de municipalités fournissant de nouveaux services à l'échelon communautaire (R : 0; C : 25) – Nombre de petits projets d'infrastructure réalisés (R : 0; C : 20) – Nombre d'entreprises bénéficiant de nouveaux services et requérant de nouveaux investissements (R : 0; C : à préciser) – Nombre de plans municipaux (R : 0; C : 13) – Nombre de projets élaborés (R : 0; C : 18) – Bâtiments restaurés/équipés – Structure de gouvernance établie – Nombre de programmes de formation offerts (R : 0; C : à préciser)	– Ministère de la mer, du tourisme, du transport et du développement – Comtés, municipalités et ONG locales – Institution croate pour l'autonomie locale – Fondation nationale pour le développement de la société civile – Institut de relations internationales – European Citizens Action Service – Institut européen d'administration publique	Ressources ordinaires : 800 Autres ressources : 15 000

Priorité/objectif national : 1) amélioration du rendement énergétique (stratégie de développement du secteur énergétique, Plan d'action national pour l'environnement); 2) incorporation dans la législation nationale de mesures visant la prise en compte de la protection et de l'enrichissement de la diversité biologique générale dans toutes les activités économiques utilisant des ressources biologiques (Plan d'action stratégique national sur la diversité biologique) Application à l'échelon national de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement : assurer un environnement durable					
<i>Élément du programme objectifs du plan de financement pluriannuel (PFP)</i>	<i>Résultats du programme de pays et indicateurs de résultats, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources indicatives (en milliers de dollars)</i>
Gestion de l'environnement <i>Objectif du PFP</i> 3. Gestion de l'énergie et de l'environnement pour le développement durable	3. Réduction des obstacles institutionnels à l'emploi de techniques et de pratiques à haut rendement énergétique dans les secteurs de l'immobilier et des services <i>Indicateurs</i> – Niveau de prise de conscience par le public de l'existence de techniques à haut rendement énergétique et de leurs avantages – Niveau de consommation des appareils ménagers à haut rendement énergétique (R : travaux en cours d'exécution (à préciser); C : amélioration de 20 % d'ici à 2011) – Nombre de demandes de prêts en vue de l'exécution de projets d'amélioration du rendement énergétique dans le secteur des services (R : 0; C : 10) 4. Dans quatre districts de Dalmatie, les entrepreneurs des secteurs du tourisme, de l'agriculture et de la pêche fondent leurs décisions en matière d'investissement sur des critères liés au respect de la diversité biologique et de l'environnement	3.1 Organisation de campagnes de communication sur les techniques à haut rendement énergétique et les avantages de ces techniques 3.2 Formulation de projets de directives et plan d'action permettant de respecter les normes de l'Union européenne et facilitant l'étiquetage des appareils ayant un haut rendement énergétique (normes et étiquettes d'efficacité énergétique) 3.3 Un fonds de garantie partielle a été créé afin de financer les investissements favorables à un bon rendement énergétique 3.4 Des propositions d'investissement dans des initiatives à haut rendement énergétique sont en train d'être élaborées avec le secteur des services 3.5 Les principaux collaborateurs de la Banque croate de reconstruction et de développement disposent des compétences nécessaires pour gérer les risques écologiques et accorder des prêts liés à l'environnement	– Nombre de campagnes organisées (R : 0; C : 3) – Directives et plan d'action relatifs aux normes et à l'étiquetage croate – Conception et promotion du fonds – Nombre de propositions pouvant donner lieu à une aide bancaire et qualité de ces propositions (R : 0; C : 10) – Directives et plan d'action pour la gestion des risques écologiques et accord de prêts liés à l'environnement – Recettes des investissements dans des projets respectueux de la diversité biologique dans les quatre paysages témoins (R : 0; C : 500 000 dollars des États-Unis) – Nombre/type de campagnes menées (R : 0; C : 4) – Nombre de banques participant pleinement à l'initiative visant la mise en place de mécanismes de prêts concernant des projets respectueux de la diversité biologique (R : 0; C : 1 la quatrième année, 3 d'ici à la fin du projet)	– Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement et de la construction – Ministère de la culture – Institut d'État pour la protection de la nature – Ministère de l'économie, de l'emploi et des entreprises – Ministère de la mer, des transports, du tourisme et du développement – Banque croate de reconstruction et de développement – 4 districts de Dalmatie	Ressources ordinaires : 397 Autres ressources : 18 700

	<p><i>Indicateurs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Nombre/volume des prêts accordés à des initiatives respectueuses de la diversité biologique (R : 0; C : augmentation de 60 % d'ici à 2011) – Nombre de règlements adoptés par des collectivités locales ou des entités nationales pour protéger la diversité biologique (R : 0; C : 2 nouvelles mesures dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de la pêche et le secteur bancaire) 	<p>4.1 Dans certaines zones côtières, les entrepreneurs locaux ont les moyens de fournir des produits respectueux de la diversité biologique et de protéger les microécosystèmes fragiles</p> <p>4.2 Une campagne nationale de communication sur les produits et les services protégeant la diversité biologique a été menée</p> <p>4.3 Certaines banques ont la possibilité de proposer des crédits permettant des investissements respectueux de la diversité biologique</p> <p>4.4 Un modèle d'incitation fiscale pour les produits respectueux de la diversité biologique a été élaboré</p> <p>4.5 Intégration, par les responsables de la planification à l'échelon des districts, de critères relatifs à la diversité biologique dans les processus d'approbation</p> <p>4.6 Élaboration d'un projet cohérent de stratégie de protection de la diversité biologique marine en Croatie</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Projet modèle d'incitation fiscale – Nombre de processus d'approbation/directives réexaminés (R : 0; C : 3) – Projet de stratégie et de règlements 		
--	---	---	--	--	--

Priorité/objectif national : création d'un marché très compétitif, fondé sur l'économie du savoir et l'intégration sociale, d'ici à 2010 (Stratégie de Lisbonne pour un renouveau économique, social et environnemental)

Application à l'échelon national de l'objectif 8 du Millénaire pour le développement : mettre en place un partenariat mondial pour le développement

<i>Élément du programme objectifs du plan de financement pluriannuel (PFP)</i>	<i>Résultats du programme de pays et indicateurs de résultats, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources indicatives (en milliers de dollars)</i>
Compétitivité des entreprises <i>Objectifs du PFP</i> 1. Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et réduction de la pauvreté	5. Le secteur privé est concrètement engagé dans la réalisation du développement durable <i>Indicateurs</i> – Nombre de projets réalisés dans le cadre de partenariats entre les secteurs privé et public (R : 1; C : 5)	5.1 Les entreprises visées ont les moyens de planifier, d'exécuter et de promouvoir des stratégies mettant l'accent sur la responsabilité sociale des entreprises 5.2 Réalisation des conditions préalables à la réussite des partenariats secteur public-secteur privé par les principaux acteurs du secteur privé et capacité de certaines autorités locales de concevoir des stratégies pour l'établissement de tels partenariats 5.3 Promotion active de l'application du programme de renforcement de la compétitivité	– Nombre de stratégies/ documents relatifs à la responsabilité sociale des entreprises (R : 1; C : 25) – Nombre de partenariats intersectoriels définis/lancés (R : 2; C : 10) – Nombre de consultations publiques menées (R : 1; C : 10)	– Ministère de l'économie, de l'emploi et des entreprises – Association des employeurs croates – Conseil national de la compétitivité – Entreprises	Ressources ordinaires : 200 Autres ressources : 1 500
				Total (ressources ordinaires) Total (autres ressources) Total général	1 897 37 600 39 497